

Grève des débardeurs

Le 12 avril, à la Fédération des producteurs de volaille du Québec, le secrétaire général, M. Jean-Marc Kirouac, a lancé un cri d'alarme. C'était samedi dernier. Il a qualifié la situation de dramatique en ajoutant toutefois que, dans la région du Québec, les producteurs avaient réussi à s'approvisionner parce que les piqueteurs avaient laissé passer les meuniers à certains jours. L'affolement de M. Kirouac a certes pour cause l'absence du travail hier des manutentionnaires des élévateurs à grains, car sans eux les meuniers ne peuvent obtenir les grains même s'ils réussissent à franchir les lignes de piquetage.

Et M. Kirouac précisait qu'il n'avait rien contre les grévistes, que c'était leur droit, puisqu'ils étaient en grève légale. Par contre, il a tenu le gouvernement responsable de la situation, puisque c'est à lui de régler ces problèmes de relations de travail quand il y en a, pour que personne n'ait à souffrir de son incapacité de les solutionner. Ce sont des paroles de M. Kirouac, homme responsable et expert en agriculture qui peut, je pense, se comparer facilement à plusieurs députés.

Il ajoutait que les meuniers doivent approvisionner environ 6,000 producteurs d'œufs, quelque 15,000 producteurs de volailles et de dindes, 23,000 producteurs de lait industriel, 5,000 producteurs de lait nature et quelque 6,000 producteurs de porcs qui ne peuvent entreposer des grains pour plus d'une semaine, faute d'endroit pour ce faire. Ils doivent par conséquent aller chercher les grains dans les ports de façon régulière.

Or, madame le président, le ministre, cet après-midi, mentionnait qu'il était possible pour les producteurs du Québec d'aller à Montréal, sachant bien, et il ne l'a pas dit, que le port de Montréal et celui de Québec, pendant les quelques jours où cela a été possible, desservaient d'abord leur clientèle, ce qui empêchait la clientèle étrangère de pouvoir s'y approvisionner.

Donc, je regrette d'être obligé de dire que le ministre était mal informé ou mal intentionné. Connaissant son honnêteté, je voudrais croire qu'il était mal informé. Mais comment pouvait-il être mal informé, parce que, quand même, il y a une représentation québécoise à l'intérieur du parti ministériel suffisamment grande pour l'informer. Il ajoutait qu'il n'avait aucune preuve lorsqu'on parle des producteurs qui, étant fort inquiets, doivent diriger leurs animaux à l'abattage. Et le ministre, en réponse à une question que j'ai posée, disait que ce n'était qu'une observation gratuite et que telle n'était pas la situation. Pourtant, le 13 avril dernier, dans la Beauce, par exemple, un député l'a sûrement informé; il a lui-même posé des questions, soulignait et prouvait son inquiétude. Il a posé des questions au ministre, n'obtenant pas plus de réponses que nous en avons eues. Par exemple, un inspecteur du ministère provincial de l'agriculture a révélé que, dans la seule journée de vendredi dernier, un abattoir de la Beauce a refusé 40,000 porcs. Et c'était partout la même chose. Ce n'est pas parce que ces porcs étaient arrivés à leur point de cheminement vers l'abattage, c'est parce que les producteurs, compte tenu de leurs inquiétudes, leurs impossibilités, veulent évidemment éviter le pire, savoir que les porcs étant affamés peuvent facilement se dévorer.

Donc, ces observations ont été faites au ministre de l'Agriculture, depuis deux semaines, et nous sommes scandalisés de voir qu'il n'a pas su donner une réponse ou des réponses ou, tout au moins, une assurance. La question lui a été posée encore aujourd'hui par un de mes collègues, demandant l'assurance qu'aucun producteur ne manque-

rait d'approvisionnements suffisants, ce à quoi on n'a pas voulu répondre.

Donc, le ministre a répondu à quelques reprises que, dans certains ports, certains approvisionnements existaient. Il semble ne pas savoir du tout qu'il y a une différence énorme entre les approvisionnements et la possibilité d'accès aux ports. Il est certain qu'à Québec, pour quelques jours, on laissait les producteurs entrer librement, afin de charger leurs camions, car les silos étaient vides. En ce qui concerne la région de Trois-Rivières et les approvisionnements dont nous parle le ministre, lesquels doivent durer quelques jours encore, il n'est pas possible d'y avoir accès. Cela invite les producteurs non seulement à aller à Montréal mais aussi dans la province d'Ontario, plus particulièrement dans la région de Prescott, afin de s'approvisionner.

Nous connaissons déjà les problèmes des producteurs, les problèmes du dégel, les amendes qu'ils ont dû payer car leurs camions étaient surchargés. Le gouvernement du Québec a bien voulu hier permettre aux producteurs de faire les chargements qu'ils peuvent faire sans nécessairement être pénalisés. Ceci représente donc une série de difficultés pour nos producteurs.

L'honorable député de Bellechasse (M. Lambert) l'a mentionné tantôt, il en a signalé l'importance comme nous l'avons fait à l'intérieur de notre propre parti, mais nous attendons toujours une réponse du gouvernement afin de savoir d'une part ce qui se passe, notamment en ce qui a trait au contrat terminé depuis le 1^{er} décembre 1974, et d'autre part, quelle solution le gouvernement a à présenter au Parlement afin de permettre à ces producteurs de s'approvisionner d'une façon normale.

Madame le président, voilà les questions qui demeurent sans réponse depuis plusieurs jours, et voilà les raisons qui nous ont incités à favoriser la tenue d'un débat d'urgence. Il s'agit de forcer le gouvernement à nous donner ce soir des possibilités de solutions.

On nous posera peut-être la question tantôt: Quelles solutions avez-vous? La responsabilité repose sur le gouvernement qui a reçu sa majorité au mois de juillet dernier afin de diriger et d'administrer ce pays, c'est donc à lui de trouver les solutions. Dieu sait, madame le président, si au cours de la campagne électorale on en avait des solutions, dans le domaine de l'agriculture aussi bien que dans les autres domaines.

Une voix: On en a encore.

M. La Salle: On me répond qu'on a encore des solutions. J'espère bien que nous les connaissons ce soir. Je l'espère aussi pour les producteurs. Ce n'est pas pour moi que je plaide ce soir, j'ai dit tantôt que c'était avec beaucoup de tristesse que je me sentais obligé de participer à un débat d'urgence à cause des difficultés qu'éprouvent les producteurs.

Une voix: Il pleure!

M. La Salle: Non, madame le président, il n'y a pas de quoi pleurer, comme le dit l'honorable député, et je sais que lui ne pleurera pas pour cela, je le sais bien. De toute façon, il siège de l'autre côté de la Chambre.

A mon avis, madame le président, il est urgent que les ministériels, qui nous offrent des solutions aussi valables que celles dont on nous parlait au mois de juillet dernier, nous les fassent connaître ce soir.

Au sujet de l'approvisionnement que le ministre tente de justifier en partie et dans un port particulier il a raison,